

Informations de base	
2018/2101(INI) INI - Procédure d'initiative	Procédure terminée
Rapport annuel 2017 de la BCE	
Subject 5.20.03 Banque centrale européenne (BCE), SEBC	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	ECON Affaires économiques et monétaires	MATO Gabriel (PPE)	31/05/2018
		Rapporteur(e) fictif/fictive MORGANO Luigi (S&D) PACKET Ralph (ECR) CORNILLET Thierry (ALDE) CARTHY Matt (GUE/NGL) LAMBERTS Philippe (Verts /ALE) ANNEMANS Gerolf (ENF)	
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Affaires économiques et financières	MOSCOVICI Pierre	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
14/06/2018	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
27/11/2018	Vote en commission		
05/12/2018	Dépôt du rapport de la commission	A8-0424/2018	Résumé
15/01/2019	Débat en plénière		
16/01/2019	Décision du Parlement	T8-0029/2019	Résumé
16/01/2019	Résultat du vote au parlement		
16/01/2019	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2018/2101(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport annuel
Base juridique	Règlement du Parlement EP 55
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ECON/8/13362

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE625.316	20/07/2018	
Amendements déposés en commission		PE627.861	18/09/2018	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A8-0424/2018	05/12/2018	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0029/2019	16/01/2019	Résumé

Rapport annuel 2017 de la BCE

2018/2101(INI) - 16/01/2019 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 500 voix pour, 115 contre et 19 abstentions, une résolution sur le rapport annuel 2017 de la Banque centrale européenne (BCE).

Les députés se sont félicités du fait que le soutien populaire à l'euro a augmenté de 8 points de pourcentage en 2017 par rapport à 2016, près des deux tiers des répondants (64 %) estimant que la monnaie unique est une bonne chose pour leur pays. Ils ont souligné l'obligation pour tous les États membres, à l'exception du Royaume-Uni et du Danemark, d'adopter la monnaie unique une fois qu'ils auront rempli les critères de convergence de Maastricht. La participation à l'Union bancaire devrait être considérée comme un critère clé pour les pays qui souhaitent rejoindre la zone euro.

Soulignant que la politique monétaire a contribué à préserver la monnaie unique et la stabilité de l'Union économique et monétaire, le Parlement a invité la BCE à se concentrer sur son objectif premier de stabilité des prix tout en rappelant que l'indépendance statutaire de la BCE, inscrite dans les traités, était essentielle à la réalisation de sa mission.

Défis à relever

L'économie de l'UE a connu sa croissance la plus rapide en dix ans en 2017 et tous les États membres ont vu leur économie se développer. Le chômage dans l'UE est à son niveau le plus bas depuis 2008, bien qu'il continue d'affecter considérablement les jeunes.

Le Parlement a toutefois mis en garde contre l'augmentation des incertitudes découlant de facteurs tels que :

- la menace d'un protectionnisme accru ;
- les négociations du Brexit ;
- les risques de formation de bulles d'actifs ;
- la crise des marchés émergents ;
- les niveaux historiques de la dette privée et publique ;

- la volatilité générale des marchés financiers liée en particulier aux risques politiques dans certains États membres qui compromettent les perspectives de croissance de la zone euro ;
- la montée du populisme, de l'isolationnisme et de l'ethnocentrisme dans l'ensemble du spectre politique ;
- le rejet de la mondialisation ;
- des divergences croissantes entre les États membres sur l'avenir de l'intégration européenne.

Dans l'ensemble, les députés ont souligné la grande importance, à ce stade, de maintenir un environnement favorable aux investissements publics et privés, qui sont encore en retard par rapport aux niveaux d'avant la crise.

Réformes structurelles

Le Parlement estimé que la politique monétaire ne suffisait pas à elle seule à assurer une reprise économique durable. Il a exhorté les décideurs politiques à maintenir la reprise économique actuelle au-delà du court terme en mettant en œuvre un ensemble de réformes structurelles et de politiques budgétaires socialement équilibrées, ambitieuses et propices à la croissance et à la productivité, dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance (PSC), y compris ses dispositions de flexibilité.

Programme d'achat d'actifs

Le Parlement a souligné que les mesures non conventionnelles de politique monétaire de la BCE ont contribué à prévenir les risques de déflation et à stimuler la relance du crédit au secteur privé. Ils ont approuvé la décision de la BCE de **mettre fin** à son programme d'achat d'actifs, estimant que cet instrument ne devrait être utilisé que de manière temporaire, car il engendre de nouveaux risques pour la stabilité financière. Il a toutefois souligné qu'une bonne synchronisation et une mise en œuvre bien menée de la suppression progressive des mesures exceptionnelles de politique monétaire seront essentielles afin d'éviter des perturbations sur le marché.

Préoccupés par la hausse rapide des prix de l'immobilier dans certains États membres, les députés ont appelé à la vigilance contre le risque de réapparition de bulles immobilières et d'endettement excessif des ménages et du secteur privé dans certains États membres.

Brexit

La résolution a invité la BCE à poursuivre ses efforts pour veiller à ce que les banques soient bien préparées à toutes les éventualités liées à Brexit et à entreprendre tous les préparatifs nécessaires pour assurer la stabilité des marchés financiers de l'UE, y compris dans le cas d'un Brexit sans accord.

Les députés ont suggéré que les États membres de la zone euro mettent en œuvre une stratégie commune de réglementation du secteur financier à la suite du Brexit plutôt que de céder à la préjudiciable tentation du moins-disant réglementaire.

Responsabilité et transparence

Soulignant l'importance que la BCE rende des comptes au Parlement, les députés se sont félicités du dialogue permanent entre la BCE et le Parlement. Ils ont encouragé la BCE à poursuivre ses efforts pour rendre ses décisions accessibles et compréhensibles pour tous les citoyens, ainsi que ses actions visant à maintenir la stabilité des prix dans la zone euro et donc à préserver le pouvoir d'achat de la monnaie commune.

Rapport annuel 2017 de la BCE

2018/2101(INI) - 05/12/2018 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté un rapport d'initiative de Gabriel MATO (PPE, ES) sur le rapport annuel 2017 de la Banque centrale européenne (BCE).

Le rapport rappelle que l'euro reste incontestablement la deuxième monnaie la plus importante du système monétaire international.

Contexte

Selon les prévisions de l'été 2018 de la Commission, le PIB de l'UE et de la zone euro a augmenté de 2,4% en 2017, soit une croissance supérieure à celle des États-Unis. Le PIB devrait augmenter de 2,1% et 2,0 % respectivement en 2018 et 2019.

Les derniers chiffres économiques pour 2018 reflètent un certain ralentissement de la croissance par rapport aux niveaux élevés de 2017, en raison d'un commerce extérieur moins dynamique et de la hausse des prix du pétrole.

L'expansion économique générale actuelle est principalement tirée par les exportations et la consommation intérieure dans les États membres. L'an dernier, les investissements ont augmenté au rythme le plus rapide depuis 2007, soutenus par la reprise mondiale et le plan d'investissement pour l'Europe. L'EFSI a joué un rôle dans la réduction du déficit d'investissement dans l'Union européenne en mobilisant des investissements à hauteur de 256,9 milliards d'euros au total et en apportant des fonds à près de 550.000 PME soutenues par le Fonds d'investissement européen.

Les résultats économiques des États membres qui ne font pas partie de la monnaie unique et qui bénéficient d'une flexibilité des taux de change pour leur propre monnaie ont été inégaux. Les économies des États membres qui ont adopté la monnaie unique au cours des dix dernières années se sont mieux comportées que celles des pays à taux de change flexibles.

La BCE s'attend à ce que l'inflation augmente progressivement à moyen terme, mouvement étayé par l'incidence de l'orientation actuelle de la politique monétaire, que l'économie continue de croître, que les salaires augmentent et que la morosité de l'économie se résorbe.

Les banques de la zone euro ont accéléré leur réduction du nombre de prêts non productifs qui sont passés de 8 % du total des prêts en 2014 à 4,9 % au quatrième trimestre 2017.

Aperçu général

Les députés se sont félicités du fait que le **soutien populaire à l'euro** a augmenté de 8 points de pourcentage en 2017 par rapport à 2016, près des deux tiers des répondants (64 %) estimant que la monnaie unique est une bonne chose pour leur pays. Ils ont souligné l'obligation pour tous les États membres, à l'exception du Royaume-Uni et du Danemark, d'adopter la monnaie unique une fois qu'ils auront rempli les critères de convergence de Maastricht. La participation à l'Union bancaire est considérée comme un critère clé pour les pays qui souhaitent rejoindre la zone euro.

Le rapport note que l'économie de l'UE a connu sa croissance la plus rapide en dix ans en 2017 et que tous les États membres ont vu leur économie se développer. Le chômage dans l'UE est à son niveau le plus bas depuis 2008, bien qu'il continue d'affecter considérablement les jeunes.

Défis à relever

Les députés ont mis en garde contre l'augmentation des incertitudes découlant de facteurs tels que :

- la menace d'un protectionnisme accru ;
- les négociations du Brexit ;
- les risques de formation de bulles d'actifs ;
- la crise des marchés émergents ;
- les niveaux historiques de la dette privée et publique ;
- la volatilité générale des marchés financiers liée en particulier aux risques politiques dans certains États membres qui compromettent les perspectives de croissance de la zone euro ;
- la montée du populisme, de l'isolationnisme et de l'ethnocentrisme dans l'ensemble du spectre politique ;
- le rejet de la mondialisation ;
- des divergences croissantes entre les États membres sur l'avenir de l'intégration européenne.

Dans l'ensemble, les députés ont souligné la grande importance, à ce stade, de **maintenir un environnement favorable aux investissements publics et privés**, qui sont encore en retard par rapport aux niveaux d'avant la crise.

Les députés ont estimé que la politique monétaire ne suffisait pas à elle seule à assurer une reprise économique durable. Ils ont exhorté les décideurs politiques à maintenir la reprise économique actuelle au-delà du court terme en mettant en œuvre **un ensemble de réformes structurelles et de politiques budgétaires socialement équilibrées**, ambitieuses et propices à la croissance et à la productivité, dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance (PSC), y compris ses dispositions de flexibilité.

Ils ont également approuvé la décision de la BCE de mettre fin à son programme d'achat d'actifs, estimant que cet instrument ne devrait être utilisé que de manière temporaire, car il engendre de nouveaux risques pour la stabilité financière.

Brexit

Le rapport a invité la BCE à poursuivre ses efforts pour veiller à ce que les banques soient bien préparées à toutes les éventualités liées à Brexit et à entreprendre tous les préparatifs nécessaires pour assurer la stabilité des marchés financiers de l'UE, y compris dans le cas d'un Brexit sans accord.

Ils ont suggéré que les États membres de la zone euro mettent en œuvre une stratégie commune de réglementation du secteur financier à la suite du Brexit plutôt que de céder à la préjudiciable tentation du moins-disant réglementaire.

Responsabilité et transparence

Le rapport a souligné l'importance de la responsabilité de la BCE devant le Parlement. Il s'est félicité, à cet égard, du dialogue permanent entre la BCE et le Parlement. Les députés ont déclaré que la BCE a amélioré sa communication et devrait poursuivre ses efforts pour rendre ses décisions accessibles et compréhensibles pour tous les citoyens, ainsi que ses actions visant à maintenir la stabilité des prix dans la zone euro et donc à préserver le pouvoir d'achat de la monnaie commune.

Les députés ont également félicité la BCE pour les efforts qu'elle a déployés jusqu'à présent pour améliorer la transparence et la responsabilité démocratique vis-à-vis des citoyens européens et du Parlement européen.